

# L'annulation de l'accord entre Sciences Po Strasbourg et l'Université Reichman de Tel Aviv : une victoire dans la lutte pour une paix juste en Palestine

(Photo : Camille Balzinger / Rue89 Strasbourg)



Sciences Po Strasbourg a récemment annoncé l'annulation de son partenariat avec l'Université privée Reichman de Tel Aviv, en réponse aux pressions et aux revendications des mouvements de solidarité avec le peuple palestinien et notamment du Comité Palestine Unistras. Cette décision représente une victoire significative pour les luttes anti-impérialistes et pour les défenseurs des droits humains dans le monde académique français, car il s'agit de la première fois qu'une grande école ou université française rompt un tel partenariat avec une université israélienne. En effet, cet acte marque une avancée dans le combat pour une paix juste en Palestine, contre l'apartheid sur le territoire israélien et la colonisation des territoires palestiniens qui restent au cœur de la politique génocidaire d'Israël.

## La légitimité de la lutte palestinienne

Nous avons toujours soutenu le droit des peuples opprimés à lutter contre leur oppresseur. Le peuple palestinien, depuis la Nakba de 1948, est victime d'une politique systématique de nettoyage ethnique, de colonisation et d'apartheid. Israël, soutenu par les puissances impérialistes, notamment les États-Unis et l'Union européenne, poursuit actuellement une politique expansionniste, expropriant les terres palestiniennes et bafouant le droit international en toute impunité.

Dans ce contexte, l'annulation de cet accord s'inscrit dans une logique de solidarité concrète avec le peuple palestinien. Les établissements d'enseignement supérieur, en tant qu'institutions de formation à la pensée critique, doivent refuser de collaborer avec les institutions qui cautionnent ou soutiennent l'apartheid et la colonisation.

L'Université Reichman, bien que privée, ne peut se dissocier des politiques d'occupation de l'État israélien, car elle participe activement à la normalisation de l'oppression vécue par les Palestiniens. En ce sens, maintenir des liens avec cette université revient à valider l'ordre impérialiste et colonial en place, un ordre que nous condamnons sans concession.

## **La lutte contre la normalisation de l'apartheid, de la colonisation et du génocide**

L'un de nos principes fondateurs est l'internationalisme, qui exige une solidarité active et non seulement symbolique. La campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), initiée par des militants palestiniens en 2005, s'inscrit dans cette tradition de lutte contre l'oppression, en appelant la société civile à exercer une pression économique et culturelle pour dénoncer les politiques de l'État d'Israël.

L'annulation de l'accord entre Sciences Po Strasbourg et l'Université Reichman est une victoire de cette campagne, une action concrète contre la normalisation d'un régime d'apartheid et de colonisation qui mène une action génocidaire. En rompant les liens académiques avec une institution israélienne, Sciences Po Strasbourg prend position contre une idéologie coloniale qui cherche à masquer la politique génocidaire et les crimes commis en Palestine derrière une façade de respectabilité académique.

## **La nécessité d'une position claire et révolutionnaire**

Cette décision de Sciences Po Strasbourg n'est pas isolée : elle s'inscrit dans un contexte plus large où de nombreuses institutions universitaires, en France et dans le monde, sont confrontées à des revendications similaires. De plus en plus d'étudiants, de chercheurs et de professeurs refusent de collaborer avec des institutions israéliennes, affirmant que cette coopération cautionne implicitement l'apartheid, la colonisation et la politique génocidaire d'Israël.

Aujourd'hui, la direction de Sciences Po Strasbourg refuse d'appliquer l'annulation de l'accord décidée par son Conseil d'administration. Dans ce contexte, il est crucial que les organisations étudiantes et les syndicats d'enseignants soutiennent la décision du Conseil d'administration et intensifient la lutte contre les accords similaires. En effet, seule une position claire et radicale permettra de briser l'alliance tacite qui lie le système académique international aux politiques génocidaires, d'apartheid et de colonisation.

**Victor Müller**, le 13 novembre 2024